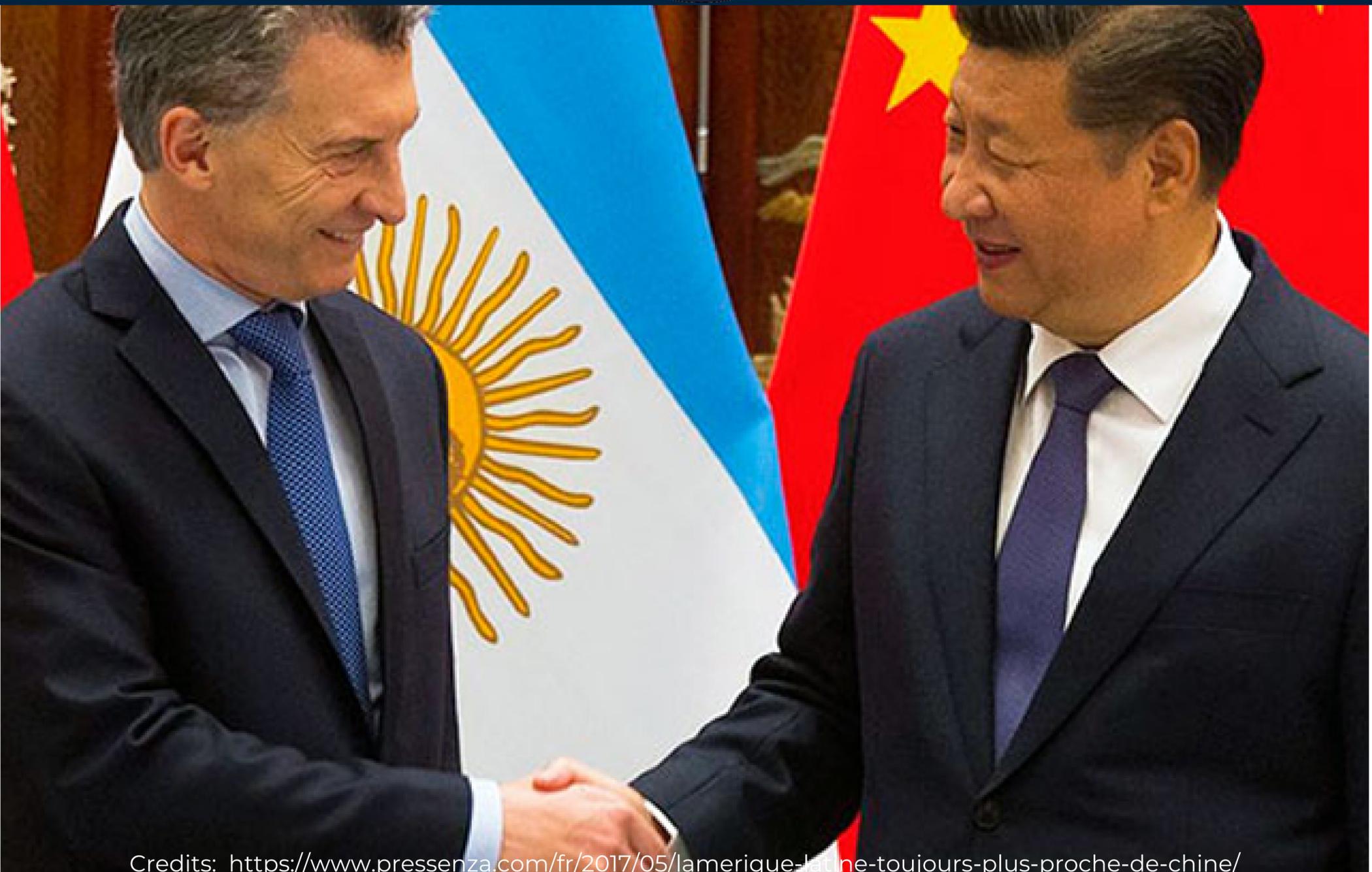


# L'AMÉRIQUE LATINE, TERRAIN DE JEU GÉOSTRATÉGIQUE, GÉOPOLITIQUE ET MILITAIRE

MARINE DEMELLIER & ALINE MARIN  
FÉVRIER 2022



Credits: <https://www.pressenza.com/fr/2017/05/lamerique-latine-toujours-plus-proche-de-chine/>

# L'AMÉRIQUE LATINE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L'Amérique Latine est un des plus grands et plus riches continents sur Terre mais il reste cependant sous-estimé depuis la Conquête (ou Colonisation) européenne du continent américain entre 1492 et 1920. Il se compose des États d'Amérique de langues latines (espagnol, portugais, français), allant du Mexique à la pointe du cap Horn. Dès le XIXe s., les pays d'Amérique latine, décolonisés mais pauvres, connaissent des alternances de gouvernements démocratiques et de dictatures, le tout sous une forte dominante catholique, religion majoritaire dans la région. Ce contexte a facilité l'impérialisme des États-Unis via le contrôle politique et l'expansionnisme économique en Amérique latine, en particulier de 1947 à 1959, où l'Amérique latine est un allié fidèle des États-Unis contre le communisme. Après la Révolution cubaine, de 1959 à la fin des années 1980, elle devient un enjeu important de la « Guerre froide » : ce territoire ne doit alors sous aucun prétexte tomber aux mains de l'ennemi soviétique car trop important aux yeux des États-Unis, mais à quel prix ? Depuis cette époque, l'Amérique latine se démocratise, se développe sous l'œil de l'Oncle Sam et la contestation de l'influence américaine s'amplifie.

Si on parle si peu de l'Amérique latine dans la Seconde Guerre mondiale, c'est que l'Amérique latine s'est tenue en marge de la guerre sans combats ni destructions, très peu d'hommes ont été mobilisés à l'exception de quelques milliers de Mexicains et Brésiliens. Il faut se souvenir qu'aucun pays d'Amérique latine ne s'allie aux forces de l'Axe pendant la guerre. Cependant leurs rôles n'en sont pas amoindris car l'histoire de l'Amérique latine pendant la Seconde Guerre mondiale est décisive en raison d'importants changements économiques, politiques et militaires qui se sont produits sur une vaste partie de la région à la suite de la guerre. Afin de mieux protéger le canal de Panama, combattre l'influence de l'Axe et optimiser la production de biens pour l'effort de guerre, les États-Unis accrurent considérablement leurs intérêts en Amérique latine (via des programmes et lois de prêt-bail).

Ceci provoqua une impulsion économique majeure pour les pays qui y participèrent. De plus, sur le plan stratégique, le Panama était le pays d'Amérique latine le plus important pour les Alliés en raison du canal de Panama, qui assurait la liaison entre les océans Atlantique et Pacifique, essentiel pour le commerce et la défense. Enfin, les nations du Cône Sud, de l'Argentine et du Chili, étaient les lieux où l'Axe trouva le plus de soutien, et s'en servit au maximum en interférant avec les affaires internes via des opérations d'espionnage et de propagande.

Le Brésil et le Mexique, quant à eux furent les seuls pays à envoyer des troupes sur le théâtre européen : le président des États-Unis de l'époque, Franklin Delano Roosevelt, définit la création de la Force expéditionnaire brésilienne en rencontrant le président du Brésil, Getulio Vargas lors de la Conférence de la rivière Potengi, du 28 au 29 janvier 1943. En parallèle, après avoir exprimé son inquiétude au sujet de l'influence nazie en Amérique latine, Nelson Rockefeller fut chargé de superviser un programme de coopération entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine pour améliorer le niveau de vie ainsi que les relations entre les nations concernées afin de contrer l'influence nazie croissante dans la région, notamment au travers d'une propagande antifasciste soutenue en Amérique latine. Dans l'ensemble, la politique de Roosevelt fut un succès politique, sauf en Argentine, qui toléra l'influence allemande et refusa de suivre les traces de Washington jusqu'à la fin de la guerre.

L'irruption de la Guerre froide en Amérique latine n'est pourtant pas seulement liée aux effets de la suprématie américaine mais constituerait plutôt une conséquence de l'opposition entre l'Alliance et l'Axe dans la Seconde Guerre Mondiale. *Constatant cette autorité encore présente en 2022, l'Amérique Latine représente-t-elle toujours un enjeu stratégique aux yeux des grandes puissances de nos jours ?*

# L'AMÉRIQUE LATINE ET LE BLOC OUEST - UNE OPPOSITION D'INFLUENCE ENTRE CAPITALISME ET COMMUNISME

Retour en 1820, date à laquelle l'Amérique latine a été décolonisée par les puissances européennes. A la suite de la décolonisation, les États-Unis ont alors voulu s'imposer sur cette zone : la doctrine Monroe de 1823 est le point de départ de la puissance des États-Unis en Amérique latine. Le continent est considéré comme chasse gardée par les États-Unis, qui imposent leur puissance politique, économique et sociale.

Comme expliqué précédemment, de 1944 à 1946, une vague démocratique se propage en Amérique Latine, notamment dans sept pays (Argentine, Brésil, Guatemala, Bolivie, Pérou, Haïti et Venezuela) où la dictature est renversée pour faire place à un régime démocratique ; seuls Cuba, le Honduras, le Nicaragua, le Salvador et le Paraguay restent aux mains de dictateurs. Généralement, les partis communistes et socialistes sont promus par les classes moyennes et ouvrières, principales cibles des arguments politiques engagés.

Or, avec la guerre reprend l'industrialisation, et l'entrée des États-Unis dans la Guerre froide va plonger l'Amérique latine dans une longue période de perte de foi dans la démocratie, entraînant ainsi un renforcement militaire et un basculement certain vers l'ennemi numéro un des États-Unis : le communisme. Malgré la politique antisoviétique imposée par les États-Unis aux autres nations latino-américaines, ils obtiennent de la signature du traité de Rio en 1947, une assistance mutuelle faisant la paix indivisible en Amérique. Autrement dit, une attaque armée ou une simple menace contre les nations américaines est une attaque contre tous, justifiant ainsi toute intervention militaire à venir de la part des États-Unis. Ces derniers se considèrent alors comme attaqués par l'URSS et estiment surtout le communisme comme l'ultime menace mondiale : il est donc naturel, et surtout vital, que toutes les nations latino-américaines les suivent dans cette lutte.

En 1948, l'Organisation des États américains (OEA) est créée. Bien que soient affirmés les principes de non-ingérence et de non-intervention dans l'OEA, l'organisation est complètement dominée par les États-Unis qui font adopter une résolution spécifiant que le communisme est incompatible avec la démocratie. De plus, le Congrès des États-Unis, au nom de la doctrine Monroe, vote une assistance militaire aux pays d'Amérique latine : ces sommes servent à renforcer les armées latino-américaines, avec un programme de formation des armées et la mise en place de programmes de contre-insurrection (programmes de contre-révolte coordonnés par les États-Unis). À partir de 1953, tout argument est bon à prendre pour renforcer la main mise étatsunienne sur l'Amérique Latine et le but de l'administration américaine devient davantage de favoriser et de consolider des régimes anticomunistes en Amérique latine même s'ils sont aux antipodes de la démocratie. Aux yeux de Washington, la dictature est devenue la forme la plus efficace de gouvernement afin de lutter contre le communisme.

Parallèlement, en adéquation avec la propagation démocratique, on trouve trois éléments majeurs dans cette « croisade anticomuniste » qui débute peu après la Seconde Guerre Mondiale :

- L'élimination des partis communistes en les rendant illégaux (de 400 000 membres estimés en 1947 à 200 000 en 1952)
- Eviction de communistes des syndicats qui passent sous le contrôle de l'État : Washington place dans toutes ses ambassades des syndicalistes afin de créer des syndicats anticomunistes en Amérique
- Exclusion diplomatique et coupures de relations diplomatiques avec l'URSS dans tous les États du continent américain



## OEA

Más derechos para más gente

# L'AMÉRIQUE LATINE ET LE BLOC OUEST - UNE OPPOSITION D'INFLUENCE ENTRE CAPITALISME ET COMMUNISME

Jusqu'en 1962, les Etats-Unis, qui s'occupaient en second plan d'appivoiser l'Amérique Latine, concentraient principalement leurs efforts sur les affrontements entre les deux blocs, essentiellement tournés vers l'Europe. La crise de Cuba va cependant constituer un tournant dans les relations internationales. Les deux Grands cherchent désormais à convertir les pays du tiers-monde à leur modèle idéologique respectif. A Cuba, l'URSS encourage la révolution et les guérillas communistes en Amérique latine pour combattre les États-Unis et l'idéologie libérale.

L'arrivée de l'opposition américaine face au communisme est notamment marquée par l'accession du Che au pouvoir en 1959. En effet, à Cuba, quelques heures après la fuite du général Batista qui tenait l'île depuis le milieu des années 1930, les troupes castristes, guidées par Ernesto Guevara et Camilo Cienfuegos, entrent dans La Havane. Le processus insurrectionnel lancé par Fidel Castro en juillet 1953 abouti sur une victoire. Castro prend alors la tête du gouvernement révolutionnaire en février 1959 et fait ainsi rapidement basculer Cuba dans le camp soviétique : une réforme agraire porte atteinte aux intérêts économiques nord-américains et des accords commerciaux sont conclus avec l'U.R.S.S. Ainsi, dès janvier 1961, les relations diplomatiques avec Washington sont rompues. Malgré les tentatives contre-révolutionnaires menées par l'opposition réfugiée aux États-Unis (débarquement manqué de Playa Girón, la baie des Cochons, en avril 1961), Castro parvient à consolider un régime policier et répressif, qui ne laisse aucune place à l'opposition et résistera à l'effondrement de l'U.R.S.S. en 1991.

Après la révolution cubaine, aucun événement n'a autant placé l'Amérique latine au cœur de la Guerre froide que le coup d'État de 1973 au Chili. En renversant, au nom de l'anticommunisme, leur gouvernement élu démocratiquement, les militaires chiliens font pénétrer chez eux un conflit mondial sans précédent. Ils introduisent aussi la terreur et la violation des droits de l'homme à grande échelle dans un pays qui n'a pas connu telle terreur depuis l'arrivée des Conquistadores en 1535.

De ce fait, le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili est un événement marquant de l'histoire du Chili ; le gouvernement du président démocratiquement élu Salvador Allende, un socialiste perçu comme une menace, est renversé par un coup d'État militaire. Il a été orchestré par le général d'armée Augusto Pinochet, les commandants en chef des trois armées et le chef de la police. Ce putsch a lieu dans un contexte de crise et de forte polarisation politique, sociale et économique, avec une opposition entre le pouvoir exécutif et les pouvoirs législatif et judiciaire. Événement paroxystique de la Guerre froide, il est subrepticement mais activement soutenu par les États-Unis car le gouvernement états-unien craint l'instauration d'une tête de pont soviétique dans sa zone d'influence sud-américaine, impossible à concevoir après une lutte acharnée pour se débarrasser de l'influence nazie sur le continent.

Néanmoins, durant la décennie de 1970 à 1980, de nombreuses dictatures autoritaires sont apparues dans le sud du continent, comme en Argentine, et par conséquent de nombreuses milices ont semé la terreur dans une majorité des pays, en particulier dans la Forêt amazonienne. Ces dictatures resteront en place jusqu'aux années 1990. Après la chute de ces dictatures, de nombreux scandales éclateront comme l'Affaire des enfants volés sous la dictature argentine. La région connaît une démocratisation massive à partir de 1990, soit la chute officielle de l'URSS. Régimes tyranniques sous le joug soviétique ou américain, la démocratie prend le dessus et s'empare des pays un par un. Les Etats-Unis n'y voient bien sûr aucun inconvénient car les régimes autoritaires qu'ils ont eux-mêmes mis en place étaient dans le but de contrer l'avancée soviétique, pour éviter un échec similaire à l'Asie. Les dictatures militaires tombent peu à peu et des élections libres forment des gouvernements démocratiques, permettant à l'Amérique latine d'aller vers l'intégration économique. Dans les années 2000, de nombreux pays d'Amérique du Sud vont connaître un glissement à gauche comme au Venezuela avec en 2008 l'élection d'Hugo Chávez.

# L'AMÉRIQUE LATINE ET LE BLOC OUEST - UNE OPPOSITION D'INFLUENCE ENTRE CAPITALISME ET COMMUNISME

Entre l'arrivée de Pinochet au pouvoir en 1973 et la chute de l'URSS puis la formation d'États autoritaires latino-américains, les États-Unis ne chôment pas et mettent en place tous les moyens de lutter contre une menace certaine qui pèse au-dessus de leurs protégés. En guise d'exemple, la fameuse opération Condor, une histoire secrète mais celle des « guerres sales » menées de concert par les dictatures militaires du Cône Sud, alliées avec les États-Unis dans la lutte anticommuniste, en 1975. Le Chili, l'Uruguay, le Paraguay et l'Argentine coordonnent alors leurs services de renseignement pour traquer les opposants à leur régime même en dehors du continent américain, le tout avec l'appui sporadique du Brésil et de la Bolivie.

Révélee en 1992 avec la découverte des bien nommées « archives de la terreur », la complicité tacite des États-Unis et de la CIA est désormais prouvée. Avec la crainte que la révolution castriste de Cuba ne fasse tache d'huile, les dictatures appliquent une coopération internationale de la répression en traquant, torturant et assassinant les « subversifs », terme qui permet de se débarrasser de n'importe quel suspect. S'inspirant des méthodes françaises employées lors de la Bataille d'Alger, ces techniques appliquées à l'échelle de toute une région permettent d'endiguer rapidement cette nouvelle menace, avec la bénédiction de Washington, et permettent à l'Amérique latine d'aller de l'avant, et de faire son entrée sur la scène internationale proprement.

La doctrine Reagan sert également d'exemple pour illustrer la présence américaine planant au-dessus de l'Amérique latine jusqu'à la fin officielle de la Guerre froide. Cette doctrine était une stratégie orchestrée et mise en place par les États-Unis sous l'administration Reagan pour contrer l'influence globale de l'Union soviétique des années 1980 à 1991. Bien qu'elle ait été courte, elle fut tout de même au cœur de la politique étrangère américaine et amena les États-Unis à fournir un appui officiel ou officieux à des mouvements de résistance et de guérillas de droite afin de refouler les gouvernements de gauche soutenus par l'Union soviétique en Afrique, en Asie et en Amérique latine. On passe d'un affrontement direct en Europe à une lutte de pouvoir ambiguë et allusive via des oppositions de régimes à travers le monde : la droite américaine contre la gauche soviétique. La doctrine était évidemment conçue en vue non seulement de réduire l'influence soviétique dans ces régions, mais aussi de permettre l'avènement du capitalisme (et parfois de la démocratie libérale) dans des pays majoritairement dirigés par des gouvernements socialistes soutenus par l'Union soviétique. On retrouve ainsi cette notion de « libérer » les peuples sous l'emprise soviétique avec un développement basé sur l'ouverture internationale, le capitalisme, la coopération internationale entre démocraties et pays libéraux.



## CONTINENT : UN OBJECTIF ÉCONOMIQUE OU POLITIQUE ?

La fin de la Guerre froide dans les années 90 marque donc un changement logique en Amérique Latine. En effet, les régimes autoritaires s'effondrent et les États-Unis réduisent leur soutien, les guérillas révolutionnaires se calment et disparaissent progressivement. Par ailleurs, le continent souhaite se développer, les pays se rassemblent pour constituer une puissance économique plus forte : naît le MERCOSUR, des accords de libre-échange qui sont mis en place dans la même période. L'Amérique latine souhaite clairement se libérer de la domination américaine et va promouvoir davantage les échanges avec l'Union européenne. Les dictatures sont peu à peu remplacées par des démocraties. Si les régimes latino-américains tendent plus vers des régimes démocratiques et libéraux à la fin du XXe siècle, cela ne signifie pas pour autant que l'Amérique latine ne reste pas un territoire convoité par d'autres puissances. Les États-Unis et l'ancienne URSS maintenant Russie jouent toujours aux échecs pour se disputer le continent mais d'autres acteurs entrent en jeu.

La diversité des acteurs sur la scène internationale a multiplié les données à analyser pour mieux comprendre la complexité géopolitique sud-américaine et les rapports de force présents sur le continent. Les pays asiatiques, dont la Chine, le Japon ou encore l'Inde, forts de la mondialisation, sont devenus des acteurs indispensables avec lesquelles les pays se doivent de coopérer afin de bénéficier des retombées économiques concomitant à leurs présences dans un pays. En particulier la Chine, avec son PIB s'élevant à environ 14 milliards de \$ soit le 2ème plus important après les États-Unis et avant le Japon. Acteur économique privilégié de l'Amérique latine, permettant de diversifier l'offre et de réduire la dépendance sud-américaine envers les États-Unis, sa présence est pourtant redoutée. La relation Chine-États-Unis, étant sous haute tension à cause de la guerre économique et de leurs différents idéologiques, entre dans une nouvelle phase avec des rapports de force de plus en plus complexe. Tandis que les États-Unis sont porteurs du monde libre, de la démocratie et du libéralisme, la Chine se propose comme une alternative pour les pays en développement.

Ainsi, le renforcement de la présence asiatique, en particulier la Chine, sur le continent, provient-il d'un objectif économique ou politique ? Quels peuvent être les conséquences au regard de la relation sino-américaine ? Afin de mieux appréhender l'enjeu stratégique que représente l'Amérique latine pour les grandes puissances, nous allons analyser les relations sud-américaines avec leurs compères asiatiques et principalement la Chine, puis examiner quels sont les intérêts des États dans l'optique d'une présence accrue de la Chine sur le continent.

Les relations entre les États du continent sud-américain et asiatique ont muri tardivement, en raison de la présence des puissances coloniales. Un phénomène qui a continué durant la Guerre froide, avec un rapport de force idéologique entre communisme et capitalisme. Les États-Unis tentaient alors de préserver leurs intérêts en Amérique du Sud, leurs stratégies ayant échoué en Asie. Outre la guerre de Corée (1950-1953), la Chine de Mao et la guerre du Vietnam (1955-1975) ont été concomitants à la fracture idéologique survenue sur le continent asiatique.

## Couleur politique de l'Amérique latine



## CONTINENT : UN OBJECTIF ÉCONOMIQUE OU POLITIQUE ?

De fait, les rapports économiques et politiques entre l'Amérique du Sud et l'Asie ont été quasi-inexistants jusqu'à la fin de la guerre froide et le début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Pourtant, le début des relations commerciales entre la Chine et l'Amérique latine remonte à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle. Elles sont importantes jusqu'au début du XIX<sup>ème</sup> siècle mais baissent fortement par la suite pour devenir quasi-inexistantes après la révolution chinoise, et ce en raison de l'isolement économique et diplomatique de la Chine. Les réformes économiques de 1979 et la politique d'ouverture de Deng Xiaoping (1904-1997) va conduire à leur renaissance. L'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001 a accru l'ouverture économique de la Chine sur le continent. Ainsi, entre 2001 et 2009, les importations chinoises en provenance de l'Amérique latine passent de 6,7 à 64,4 milliards de dollars, et les exportations chinoises vers la région, de 8,2 à 57,1 milliards de dollars. Néanmoins, la Chine n'est pas l'unique acteur asiatique dans la région, l'Inde et le Japon entre autres ont également des intérêts à entretenir les relations bilatérales.

Durant la Guerre froide, le Mouvement des non-alignés (MNA) naît comme une alternative aux blocs politico-militaires Ouest/Est pour de nombreux pays en voie de développement, en majorité issus de la décolonisation. Par conséquent, de nombreux pays d'Asie, dont l'Inde et l'Indonésie, et d'Amérique du Sud, entre autres, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela en font partie, créant un premier contact entre des pays encore sous dépendance économique des anciennes grandes puissances coloniales. La Chine et le Brésil font également partie du mouvement en tant qu'États observateurs, représentant ainsi l'importance géopolitique que pouvait représenter le MNA. En 2016, 120 pays en sont membres et tandis que son influence politique a décru après la fin de la Guerre froide, il continue de jouer un rôle important, par exemple en refusant les mesures standard de résolution de la dette publique préconisées par le consensus de Washington.

Le MNA prône une mondialisation plus conforme à l'intérêt des pays du Sud, qui inclue bien évidemment les continents asiatique et sud-américain. Le Japon entretient également une relation économique importante avec l'Amérique latine, articulée autour de trois axes : commerce, investissements et coopération technique avec une balance excédentaire au profit du Japon, mais qui a progressivement chuté dans les années 2000 en raison de la présence de la Chine continentale sur le marché. Il en est de même pour l'Inde, qui au travers d'une croissance exponentielle, est devenu un acteur économique privilégié dans la région. Finalement, la coopération économique a été favorisée par la formation du BRICS, apportant une alternance à la coopération économique internationale et politique et renforçant la puissance des pays émergents sur la scène internationale.

Alors que les flux commerciaux fleurissent entre la Chine et l'Amérique du Sud au travers des schémas d'échanges, de coopération et de partenariats, les États-Unis restent insensibles. Les attentats du 11 septembre 2001 ont rivé les yeux de Washington sur le Moyen-Orient, ignorant la montée en puissance de la Chine. Tandis que Barack Obama, alors président des États-Unis, décide de rééquilibrer la politique étrangère de son pays avec un pivot vers l'Asie et le Pacifique, mettant en lumière la Chine, cela relègue néanmoins l'Amérique latine loin dans ses priorités géopolitiques. Par conséquent, le succès chinois devient évident, puisque Pékin représentait alors un partenaire au niveau de développement similaire face à un voisin vorace.



# AMÉRIQUE LATINE & BLOC EST – LE RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE ASIATIQUE SUR LE CONTINENT : UN OBJECTIF ÉCONOMIQUE OU POLITIQUE ?

À la suite de la crise de 2008, les institutions financières chinoises (la Banque de développement de Chine et la Banque d'exportation et d'importation de la Chine) proposent des crédits aux pays de la région qui ont des difficultés à emprunter sur les marchés internationaux, tels que le Venezuela, l'Argentine ou l'Équateur. Cela permet à la Chine de sécuriser l'approvisionnement de matières premières et de renforcer son influence dans la région. Ensuite, c'est l'engouement autour des nouvelles routes de la soie qui représente un nouveau défi, levier économique en faveur de la Chine et enjeu en défaveur des intérêts américains sur le territoire, le choix des Etats de rejoindre ce projet ou non démontre le jeu des grandes puissances dans la région.

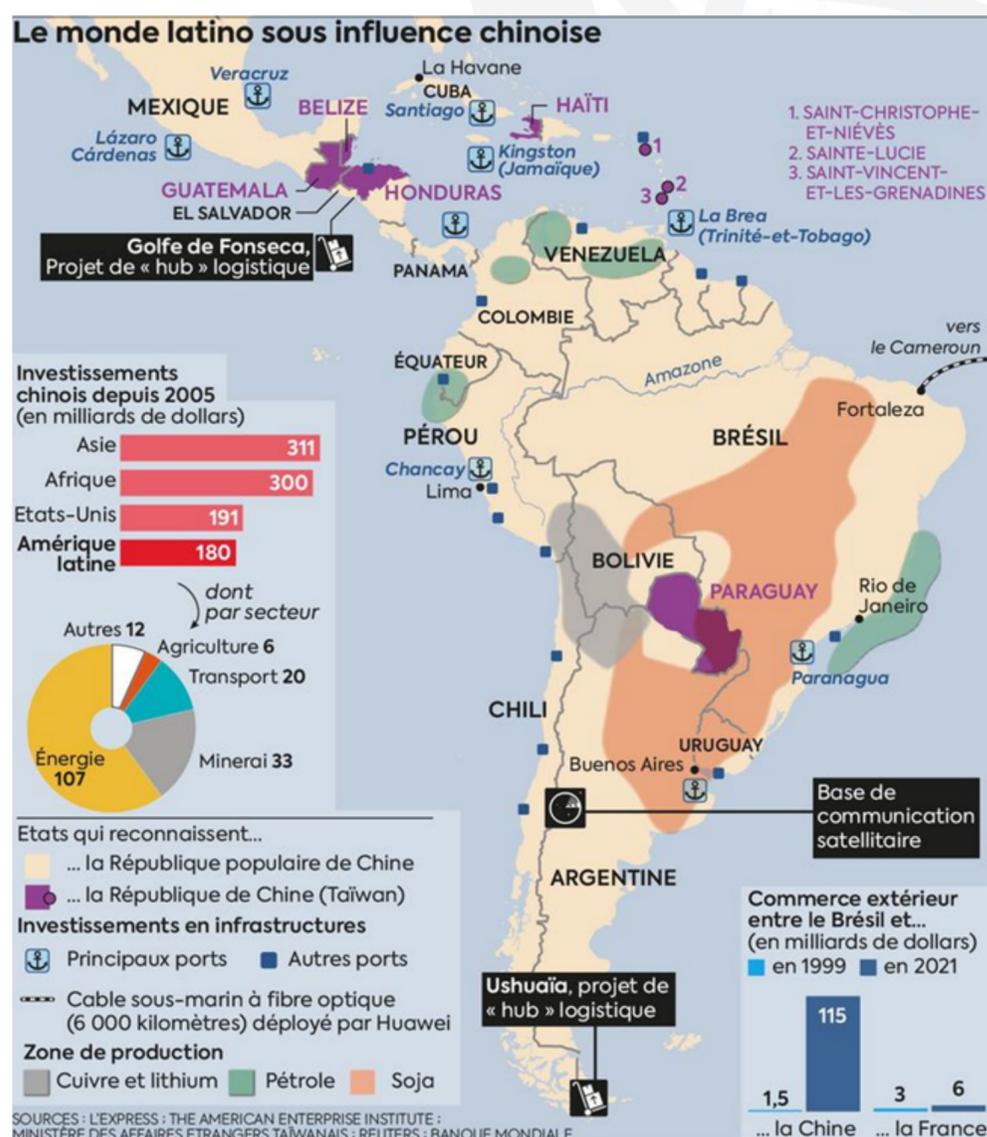
Ainsi, Beijing impose aux pays souhaitant rejoindre le projet One Belt One Road (OBOR), de reconnaître diplomatiquement la Chine, à la place de Taiwan. Depuis 1990, Taiwan a perdu de nombreuses alliances dont une majorité se situe en Amérique du Sud.

Dernièrement le Nicaragua, le Honduras, le Salvador ont décidé de rompre avec Taiwan au profit de Pékin. Il reste uniquement le Belize et le Guatemala qui reconnaissent encore officiellement Taiwan. De plus, l'engagement chinois dans la région change de nature, avec la vente de biens et de services à haut niveau technologiques (caméra de surveillances, cartes d'identité "intelligente", observatoire spatial, etc.). Par conséquent, sous la présidence Trump, les Etats-Unis tentent de reprendre le contrôle et de limiter l'influence chinoise. Ils décident de proposer un nouvel accord-cadre destiné aux pays latino-américains pour les aider à rembourser leurs dettes auprès de Pékin. En échange ils doivent intégrer un "réseau propre", soit le programme inauguré en 2019 par Donald Trump, visant à exclure les entreprises chinoises des contrats d'installation de la 5G dans le monde. L'Amérique latine devient alors le nouveau terrain de jeu des tensions grandissantes entre la Chine et les Etats-Unis.

La crise du COVID-19 a finalement rebattu les cartes. La Chine, dont la réputation fut ternie, décide de lancer la diplomatie des masques, en s'empressant d'apporter son soutien au continent sud-américain. Elle fait don de centaines de milliers de masques, d'équipements médicaux et déploie du personnel médical pour soutenir les structures sanitaires locales en souffrance. Une fois les vaccins aptes à la commercialisation, la Chine propose d'accorder un prêt de 1 milliard de dollars aux pays d'Amérique latine pour en faciliter l'achat. Plus de la moitié des vaccins injectés dans la région sont par conséquent chinois.

La crise sanitaire permet ainsi à la Chine d'augmenter le nombre de ses alliés diplomatiques face à Taiwan, tandis que les Etats-Unis ont davantage souffert de la crise avec plus d'un million de morts.

A terme, l'Amérique du Sud est juste un autre territoire pouvant profiter aux appétits économiques, financiers, politiques et sécuritaires de la Chine et des Etats-Unis. Les retombées sont donc encore à venir avec son lot d'incertitudes.



Credits: [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/comment-la-chine-a-fait-main-basse-sur-l-amerique-latine\\_2164510.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/comment-la-chine-a-fait-main-basse-sur-l-amerique-latine_2164510.html)

# L'AMÉRIQUE LATINE, UN NOUVEAU TERRAIN DE LA GUERRE FROIDE 2.0

L'Amérique Latine a encore de nombreux défis à relever. En effet, des problèmes d'inégalités, de drogue ou de pauvreté limitent le pays dans son développement.

La suprématie américaine sur les gouvernances latino-américaines est d'autant plus présente maintenant que l'ennemi n°1 de la démocratie n'est plus. De la Seconde Guerre mondiale à la fin de la Guerre Froide, les États-Unis ont fait de leur mieux pour protéger leurs intérêts et défendre le continent sud-américain pour éviter qu'il ne tombe sous l'emprise nazie puis soviétique. Or, malgré l'impérialisme américain présent sur le continent pendant de nombreuses années, la fin de la Guerre froide marque une volonté d'émancipation.

De Lima à Buenos Aires, de Brasilia à Santiago du Chili, l'Amérique latine a dépoussiéré depuis quelques mois les règles antagonistes de la Guerre froide. La crise économique et sociale de ces dernières années en Amérique latine et l'accession à la présidence des États-Unis de Donald Trump, ont ravivé et libéré l'égoïsme des plus riches.

Les pays majoritairement dirigés par des autorités de droite, tournées vers les États-Unis, s'opposent à la régence d'un Venezuela qui se définit « bolivarien », ami de la Chine et de la Russie. Le groupe de Lima, créé en 2017, est un organisme multilatéral constitué des gouvernements de pays américains cherchant à renverser le gouvernement vénézuélien et qui démontre concrètement les persistances de tensions entre les régimes de droite et les régimes de gauche ;

un air du temps rappelant celui des années de la Guerre froide. Les pays qui font partie de ce groupe (à savoir l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou) condamnent le gouvernement socialiste et les exactions de la présidence Maduro. Ils ont défait, en tout ou partie, les institutions collectives construites dans le passé, CELAC, MERCOSUR, UNASUR. En parallèle, le Venezuela, qui a mené dans les années 2000-2013 une diplomatie agressive à l'égard des États-Unis et de leurs alliés et signé des accords de coopération avec la Chine, l'Iran et la Russie, est aujourd'hui affaibli et paradoxalement devenu le bouc émissaire de gouvernements conservateurs et libéraux en mal de dénominateur commun. Comme au temps de la Guerre froide, il n'y aura pas d'opérations militaires concertées pour réduire l'adversaire commun : le Venezuela est l'ennemi commode qui permet d'entretenir les liens sous couvert de critiques. Il doit donc le rester, mais à quel prix ? Les régimes gauchistes/socialistes/populistes en Amérique latine se raréfient et se voient souvent remplacés par des régimes de droites conservateurs et catholiques. Une conversion avantageuse pour les États-Unis, le Canada et même l'Europe, qui préfère une droite nationaliste à une gauche fidèle à la Russie et de la Chine, entre autres.

La lutte pour une domination est donc toujours d'actualité, en dépit des récents événements comme la pandémie que nous traversons. L'influence grandissante et la présence imposante de la Chine et de la Russie feront-elles basculer la balance ? *À suivre.*



Credits: <https://argentine-info.com/vers-un-changement-politique-dans-toute-lamerique-latine/>

## SOURCES

- <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifriblankrussiaandlatinamericafravril09.pdf>
- [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/comment-la-chine-a-fait-main-basse-sur-l-amerique-latine\\_2164510.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/comment-la-chine-a-fait-main-basse-sur-l-amerique-latine_2164510.html)
- <https://www.france24.com/fr/asi-pacifique/20211210-le-nicaragua-rompt-avec-ta%C3%AFwan-et-reconna%C3%A9t-une-seule-chine-dirig%C3%A9e-par-p%C3%A9kin>
- <https://etudiant.lefigaro.fr/bac/revisions-du-bac/detail/article/lamerique-latine-entre-dominance-traditionnelle-des-etats-unis-et-la-remise-en-cause-du-leadership-12131/>
- [https://baripedia.org/wiki/La\\_Guerre\\_froide\\_en\\_Am%C3%A9rique\\_latine\\_et\\_la\\_R%C3%A9volution\\_cubaine](https://baripedia.org/wiki/La_Guerre_froide_en_Am%C3%A9rique_latine_et_la_R%C3%A9volution_cubaine)
- <https://www.universalis.fr/encyclopedie/revolution-cubaine/>
- [https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_de\\_l'Am%C3%A9rique\\_latine\\_pendant\\_la\\_Seconde\\_Guerre\\_mondiale](https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_l'Am%C3%A9rique_latine_pendant_la_Seconde_Guerre_mondiale)
- [https://baripedia.org/wiki/L'E2%80%99Am%C3%A9rique\\_latine\\_pendant\\_la\\_Deuxi%C3%A8me\\_guerre\\_mondiale](https://baripedia.org/wiki/L'E2%80%99Am%C3%A9rique_latine_pendant_la_Deuxi%C3%A8me_guerre_mondiale)
- [https://baripedia.org/wiki/L'E2%80%99Am%C3%A9rique\\_latine\\_pendant\\_la\\_Deuxi%C3%A8me\\_guerre\\_mondiale](https://baripedia.org/wiki/L'E2%80%99Am%C3%A9rique_latine_pendant_la_Deuxi%C3%A8me_guerre_mondiale)
- <https://www.latribune.fr/opinions/20101119trib000574431/les-nouveaux-amours-entre-l-asie-et-l-amerique-latine.html>
- <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-4-page-108.htm>
- <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2011-4-page-65.htm>
- <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/10/CORREA/63589>
- [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/comment-la-chine-a-fait-main-basse-sur-l-amerique-latine\\_2164510.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/comment-la-chine-a-fait-main-basse-sur-l-amerique-latine_2164510.html)
- <https://www.marianne.net/monde/asi/quand-la-chine-lorgne-lamerique-centrale>
- <https://thediplomat.com/2021/09/the-us-still-doesnt-understand-chinas-strategy-in-latin-america/>



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

